

ORAN : LA FORÊT DE CANASTEL MENACÉE
PAR DES PROJETS IMMOBILIERS

«Des engins de travaux publics
arrachent des arbres centenaires»

«Le domaine forestier national est inaliénable, imprescriptible et insaisissable.» Cet article de la loi des forêts semble complètement bafoué au niveau de la forêt de Canastel, à Oran, puisque plusieurs arbres centenaires ont été arrachés sur une superficie estimée à un hectare 15. Il s'agit de l'un des terrains qui ont été cédés pour servir à la réalisation de projets immobiliers dont les propriétaires semblent avoir eu le feu vert et les autorisations de la part de responsables de la wilaya d'Oran.

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Alors que les citoyens et des associations de Canastel étaient occupés à lutter depuis des années pour l'annulation de l'attribution d'un terrain à la forêt de Canastel où 28 lots ont été attribués en 1999 à des particuliers, mercredi dernier, une joggeuse, une habituée de la forêt, a découvert la destruction d'un hectare 15 de la forêt et le massacre de plusieurs arbres. Un acte condamnable qui a révolté les protecteurs de la nature qui sont déterminés à sauver la forêt de Canastel de ceux qu'ils qualifient de mafia du béton.

Le site en question est appelé forêt de Canastel n°2, et se trouve à proximité d'une caserne militaire, non loin d'un complexe omnisports. Un site très apprécié par les amateurs de footing et d'activités sportives. Après avoir mené leur petite enquête, les résidents du quartier ont appris que le terrain ciblé par les engins a fait l'objet d'une attribution par les services de la wilaya au profit de 27 promoteurs immobiliers.

Une attribution qualifiée par l'Association des résidents de Canastel, l'ARC, de «complètement illégale car le terrain est protégé par la loi (un décret présidentiel, ndlr) vu qu'il



Photo : DR

relève du patrimoine forestier.» Sitôt informée par les habitants du quartier, la brigade de gendarmerie de Canastel a ouvert une enquête. Suite à quoi, les habitants du quartier ont appris avec stupéfaction que ces «arracheurs d'arbres» sont dans «la légalité» et sont au nombre de 27 promoteurs disposant de documents officiels autorisant l'urbanisation du site sous forme de promotions immobilières. Sur place, nous avons constaté de visu la catastrophe naturelle et nous nous sommes retrouvés face à un spectacle navrant et désolant. Nous avons croisé sur les lieux des éléments des gardes forestiers qui semblaient mener leur enquête, ainsi qu'une équipe de la gendarmerie de Canastel venue compléter son rapport.

L'on saura que même si le promoteur qui a arraché ces arbres centenaires a des documents officiels en main, après cette dénonciation citoyenne, les autorités lui auraient attribué un autre terrain et l'aurait sommé de replanter les arbres arrachés. Concernant les

26 autres acquéreurs, on n'en saura pas plus. Des questions légitimes s'imposent : Pourquoi les autorités compétentes de la wilaya d'Oran ont remis ces autorisations tout en sachant que cela était interdit et par les lois de la République et par celles de la nature ? Pourquoi autoriser pour revenir par la suite sur sa décision officielle une fois que le désastre a eu lieu ? Un grand rassemblement pacifique a eu lieu hier samedi, au niveau de la forêt de Canastel, pour dénoncer cet abattage d'arbres, qui sera symbolisé par une vaste opération de plantation...

Ceci en attendant une décision ferme du wali d'Oran par la pose d'une clôture autour du site forestier et le déclarer patrimoine forestier «intouchable» par les promoteurs immobiliers. La réaction du nouveau ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville est, quant à elle, fortement souhaitée. Un dossier lui a été d'ailleurs, nous dit-on, transmis à ce sujet.

A. B.

AÏN-DEFLA

Une catastrophe évitée de justesse dans la zone industrielle

Dans la journée de mardi dernier, un départ de feu de broussaille a été enregistré au niveau de la zone industrielle de Aïn-Defla, située à la sortie ouest de la ville.

Le feu s'est propagé à une vitesse fulgurante, la broussaille étant très sèche en cette fin de l'été qui a été marqué par des chaleurs exceptionnelles. Très vite, les flammes ont entamé les nombreux tas de déchets de

peaux qui sont là depuis des décennies, depuis la fermeture de l'importante usine de la Sonipex, les ateliers jadis très actifs, mais désaffectés depuis la fameuse «restructuration». L'incendie, qui a pris une grande ampleur, dégageait des fumées opaques et nocives incommodant la population des alentours. Selon des témoins, la Protection civile a dû mobiliser les grands moyens pour circonscrire le foyer et empêcher le feu de se propa-

ger aux habitations du voisinage. Les sapeurs-pompiers, se relayant, ont mis près d'une dizaine d'heures pour circonscrire l'incendie. Il faut dire aussi qu'une autre catastrophe a été évitée de justesse puisque le feu a failli détruire les milliers de quintaux de blé entassés sur une aire de stockage non loin du foyer. Une enquête a été ordonnée par le procureur de la République de Aïn Defla pour déterminer les causes de cet incendie.

Karim O.

Une femme fauchée par une voiture

Chaque année, une fois la récolte de fruits achevée, les propriétaires des vergers lèvent la surveillance.

Nombreuses sont les petites gens qui profitent de l'occasion pour ramasser des fruits tombés à terre ou dédaignés par les ouvriers parce que ne répondant pas aux qualités requises.

C'est ce qui s'est passé jeudi en milieu d'après-midi au lieudit El-Mechmech, dans la commune de Aïn-Soltane en bordure de la RN14. Vers 15h30, une femme, B. Fatma, 66 ans, quitte

le verger et traverse la R N14, à ce moment, une Renault Symbol la heurte, la tuant sur le coup. Le corps de la défunte a été déposé

à la morgue de l'hôpital de Khemis-Miliana par les éléments de la Protection civile. La brigade de la Gendarmerie nationale

a ouvert une enquête pour déterminer les circonstances précises dans lesquelles s'est produit ce drame.

K. O.

Un jeune se suicide le jour du mariage
de son frère à Tiberkanine

Mercredi dernier, tous les habitants du douar des H'raïk, dans la commune de Tiberkanine, daïra d'El-Attaf, étaient sous le choc. Au petit matin, le jeune Ahmed, 21 ans, sans profession, est découvert pendu à un poteau situé non loin du domicile familial, le jour du mariage de son frère aîné, indiquent des sources locales. La joie et l'allégresse ont fait place à la tristesse.

Toujours selon ces sources, le jeune Ahmed souffrait d'une déficience mentale. Après le constat d'usage, sa dépouille a été transportée par une équipe de la Protection civile à la morgue de l'hôpital Sidi-Bouabida d'El-Attaf. La Brigade locale de gendarmerie a ouvert une enquête pour déterminer les causes et les circonstances précises à l'origine de ce drame ?

K. O.

GUELMA

Une femme met fin
à ses jours

Ce week-end, les services de sécurité ont été saisis d'une enquête après le suicide, par pendaison, selon les premiers éléments de l'enquête, d'une femme à Djebala Khemici dans la daïra de Guelmat Bousbaâ, distante d'une quinzaine de kilomètres de Guelma, a-t-on appris de sources concordantes. La victime a été retrouvée sans vie en son domicile de la rue Bouras-Ali, accrochée à une poutre, une corde autour du cou. Les circonstances et les causes de ce suicide n'ont pas encore été élucidées, mais l'enquête est ouverte, révèle notre source.

N. Guergour

TIZI-OUZOU

Mandat de dépôt pour
l'agresseur d'un directeur
d'école à Aïn-El-Hammam

Suite à la plainte déposée par le directeur de l'école d'Aït-Ziri, village de la commune d'Aït-Yahia dans la daïra de Aïn-El-Hammam (50 km à l'est de Tizi-Ouzou) pour agression contre sa personne par un parent d'élève, le tribunal de Aïn-El-Hammam, qui a entendu les deux protagonistes, a décidé de mettre sous mandat de dépôt le parent d'élève qui a été déféré de suite à la maison d'arrêt d'Azazga. Les faits remontent aux premiers jours de la rentrée scolaire. Le parent d'élève a réagi par la violence en assenant plusieurs coups au chef d'établissement qui refusa d'inscrire la fille de ce citoyen en préscolaire au motif que celle-ci n'avait que 4 ans ; l'âge requis pour accéder à ce cours étant de 5 ans, selon le directeur d'école. Plusieurs enseignants, notamment, des d'établissement de la région se sont solidarisés avec leur collègue en tenant un rassemblement devant le tribunal qui examinera de nouveau l'affaire au début de la semaine prochaine.

S. A. M.

AÏN-TÉMOUCHENT

Un chauffard percute
un motocycliste et prend
la fuite à Hammam Bou-Hadjar

Un chauffard a renversé mortellement un motocycliste dans la nuit de jeudi à vendredi, à la sortie de la ville de Hammam Bou-Hadjar, apprend-on auprès de quelques amis de la victime qui ont découvert le corps gisant sur la chaussée. Selon le même témoignage, le malheureux (B. H.), 28 ans, avait assisté à une fête de mariage dans une ferme dans les environs de la ville de Hammam Bou-Hadjar. Au retour, il a été percuté par un véhicule roulant à vive allure. Le chauffard a pris la fuite. Alertés, les agents de la Protection civile ont transporté le corps du malheureux à la morgue de l'hôpital. La gendarmerie a ouvert une enquête pour déterminer les causes et les circonstances de cet accident et éventuellement identifier le chauffard fuyard.

S. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Découverte d'un cadavre
à Téghalimet

Dans la matinée de jeudi dernier, un cadavre portant des traces de violences a été découvert au niveau du quartier El Guetna dans la localité de Téghalimet. Le jeune homme âgé de 27 ans a été identifié. L'auteur présumé de ce crime a été identifié et arrêté. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité.

A.M.

IFMA Institut de Finances et Management (nos rentrées en octobre 2012)

Diplôme d'ETAT (BTS : BAC ou 3^{ème} AS)

- COMMERCE INTERNATIONAL
- MARKETING - BANQUES
- INFORMATIQUE DE GESTION
- COMPTABILITE DE GESTION
- DECLARANT EN DOUANES
- TECHNICIEN en COMPTABILITE (2^{ème} AS)

➤ *Certificats de qualification*

- AUDIT ET CONTROLE DE GESTION
- FINANCE ET COMPTABILITE
- RESSOURCES HUMAINES
- MANAGEMENT
- Nouveau SCF

Merci de nous contacter sous la référence

**05 Avenue CARNOT
El-Biar – Alger**

Tél/Fax : 021.92.51.28
021.92.17.08
0663.50.12.12 / 05 56 22 79 09

F912/B1